



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2921
26 juillet 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Jeux Olympiques Fête du sport... et machine à profits



Gouvernement

**Désavoué
mais toujours là**

Page 3

Gestion de l'eau

**Les céréaliers
s'arrosent**

Pages 2 et 4

Moyen-Orient

**Le terrorisme de
l'État d'Israël**

Page 6

Leur société

- Lendemain d'élections : petits arrangements entre amis 3
- Gouvernement : désavoué mais toujours là 3
- Wauquiez, le retour 3
- Gestion de l'eau : céréaliers et agrobusiness s'arrosent 4
- Sans-papiers : pour la régularisation 4
- JO : dépenses publiques, profits privés 5
- Police : vers l'overdose 5
- Nos lecteurs écrivent : la panne informatique, côté passagers 5
- Grandes fortunes : les parasites prolifèrent 12
- Espérance de vie : selon que vous serez 12

Dans le monde

- Gaza : silence, on tue 6
- États-Unis : changement d'attelage en pleine campagne 6
- Bangladesh : les étudiants en lutte 7
- Inde : paradis pour les riches, enfer pour les pauvres 7
- Crises alimentaires : ceux qui en profitent 7

Il y a quarante ans

- 19 juillet 1984 : les ministres communistes quittent le gouvernement de Mitterrand 8

Dans les entreprises

- Metex - Amiens : une reprise lucrative pour le groupe Avril 9
- Saunier Duval - Nantes : 250 salariés menacés 9
- BTP : profits assurés, quel que soit le temps 9
- Audi - Bruxelles : les actionnaires doivent payer 10
- Valeo : trois sites victimes de la compétitivité 10
- Eau : de moins en moins potable 10
- Automobile : la guerre commerciale s'intensifie 11

Caravanes

- Lutte ouvrière à votre rencontre 12

La guerre pour l'accès à l'eau, une guerre sociale

Samedi 20 juillet, les chaînes de télévision ont montré 3 000 gendarmes et policiers attaquant au pas de charge près de 10 000 manifestants rassemblés près du port de La Rochelle pour dénoncer les mégabassines.

Macron et ses ministres venaient de subir une défaite électorale, c'est pourtant sous le commandement du même ministre de l'Intérieur Darmanin que les policiers ont asphyxié de gaz lacrymogènes et repoussé les manifestants. Darmanin s'est vanté des interpellations en déclarant : « *On a du mal à voir le rapport avec la défense de l'environnement* », confondant volontairement les black-blocs, venus en découdre avec la police, avec la masse des manifestants. Mais il est le premier à cacher les causes réelles du mécontentement et de l'intervention policière massive.

Le ministre et les médias ont cherché à mettre en opposition des écologistes à des paysans ayant besoin d'assurer l'apport en eau pour leurs cultures. Mais c'est un mensonge. Dans le monde agricole, petits et gros ont des intérêts opposés. Et du côté des manifestants, le matin même, des petits agriculteurs, soutenus par la Confédération paysanne, ont déjoué le dispositif de la police pour mettre en place, avec une dizaine de tracteurs, le « blocage paysan » d'un site du groupe Soufflet, un des plus gros exportateurs de blé de France.

Car derrière le problème des mégabassines, il y a celui de l'accaparement de l'eau par les grandes exploitations céréalières. Comme l'a déclaré un agriculteur participant au blocage : « *Les mégabassines, c'est un système pour quelques privilégiés qui auront droit à l'eau pour irriguer.* »

Ces manifestants ont ciblé le port de commerce de La Pallice à La Rochelle parce que celui-ci est le deuxième port exportateur de céréales de France, après celui de Rouen. Les plus gros spéculateurs, comme le groupe Soufflet, y possèdent des silos géants. Ces financiers de l'agrobusiness exportent dans le monde entier chaque année des millions de tonnes de céréales qu'ils collectent dans la région environnante. Et ils ont cherché avec les mégabassines à mettre la main sur l'eau pour assurer l'irrigation des plus riches exploitations céréalières qui leur sont liées, rendant

l'accès à l'eau bien plus difficile pour les petits paysans.

Les jeunes qui se mobilisent sur la question des mégabassines depuis plusieurs années dénoncent, à juste raison, un système capitaliste prédateur qui détruit la nature et les hommes. Et c'est contre tous ceux-là que les préfets de la région et Darmanin ont mis les gros moyens pour soutenir les intérêts des gros céréaliers.

Une autre organisation paysanne, la Coordination rurale, très proche de l'extrême droite, s'est opposée aux manifestants antibassines. Et cela montre justement qu'elle est du côté des plus riches agriculteurs et de l'agrobusiness.

Dans cette lutte, entre d'un côté les plus riches et de l'autre les plus petits paysans, notre solidarité de travailleurs va aux plus petits qui ne cherchent pas à accumuler des milliards mais

défendent leur droit à vivre dignement de leur travail. Et cette solidarité avec d'autres exploités rejoint la lutte légitime que nous devons mener pour nos propres intérêts. La classe ouvrière est la classe la plus exploitée de la société. Ce sont les travailleurs qui font fonctionner les usines, les transports, les administrations, les services... La crise économique continuant et s'aggravant, les travailleurs recevront en priorité les coups du gouvernement et des capitalistes, comme les petits paysans aujourd'hui.

Nous avons la force de nous défendre ! Notre rôle dans l'économie est bien plus grand que celui de n'importe quelle autre catégorie sociale. Si des millions de travailleurs de tous secteurs se mettaient en grève ensemble, en occupant leurs lieux de travail, ils représenteraient une force considérable. Ils seraient capables de se faire craindre du grand patronat comme du gouvernement. Ils pourraient représenter un espoir pour ceux que le capitalisme opprime, c'est-à-dire l'immense majorité de la société.

La conclusion à tirer est la nécessité et l'urgence que renaisse un parti ouvrier communiste révolutionnaire, regroupant des travailleurs de toutes origines, représentant leurs intérêts au quotidien et portant la perspective du renversement du capitalisme. L'avenir de la société en dépend.

Nathalie Arthaud



Manifestants au port de La Pallice.

INFO LIBERTAIRE

Gouvernement: désavoué, mais toujours là

Lors de son intervention, mardi 23 juillet, Macron a redit que la dissolution de l'Assemblée était destinée à « redonner la parole à la population ». Mais il ne s'est clairement pas soucié de la réponse, confirmant que Attal et son gouvernement resteraient en place au moins jusqu'à la mi-août, voire début septembre sous prétexte de garantir le bon déroulement des JO.

Officiellement, tous les ministres sont démissionnaires et ne sont plus là que pour gérer « les affaires courantes ». Mais cela ne les empêche pas, eux dont la côte de popularité est au ras du plancher, de se montrer fiers comme des paons, comme si de rien n'était. L'exemple

vient d'en haut, donné par Macron lui-même, en majesté devant la tour Eiffel et offrant les Jeux au peuple.

Après avoir envoyé des milliers de policiers, matraque à la main, contre les manifestants et les petits paysans à La Rochelle, Darmanin a posé dans les

médias en Monsieur sécurité protégeant les Jeux Olympiques de la menace terroriste. La ministre des Sports, Oudea-Castera, a tenu à se montrer faisant trempe dans la Seine. Ces mises en scène visent évidemment à montrer à la population que, l'épisode électoral passé, Macron et ses ministres entendent bien continuer à commander.

Macron a balayé d'un revers de main Lucie Castets, proposée comme Première ministre par le Nouveau Front populaire qui dispose d'une majorité relative au

Parlement. Le monarque a « enjoint » les députés élus grâce aux désistements réciproques dans le cadre du prétendu front républicain de constituer une alliance pour gouverner. Il leur fixe même un programme qui tiendrait compte de ce que lui, Macron, a cru discerner dans les urnes. Il faudrait maintenir toutes les bonnes choses apportées par ses ministres, dont évidemment le passage à la retraite à 64 ans, et en rajouter dans l'imitation du programme du RN sur les questions de sécurité et d'immigration.

D'ici là, cette situation de gouvernement « gérant les affaires courantes » n'empêche pas le ministre des Finances, Le Maire et ses équipes, de continuer à préparer activement le budget 2025 avec au moins 20 milliards d'euros de plus d'économie annoncés, c'est-à-dire 20 milliards de coupes dans les services publics. Formellement, tout cela est légal et constitutionnel, avance le gouvernement. Peut-être, mais c'est dans les faits une guerre de classe qui continue contre les travailleurs.

Pierre Royan



L'Assemblée lors du vote pour la présidence.

Lendemain d'élections: petits arrangements entre amis

André Chassaigne, candidat malheureux du Nouveau Front populaire à la présidence de l'Assemblée nationale, a qualifié l'élection de la macroniste Yaël Braun-Pivet, le 18 juillet, de « volée par une alliance contre nature ». Il a été suivi en cela par la quasi-totalité de ses partenaires du NFP.

Il est en effet pour le moins étrange que Yaël Braun-Pivet, présidente sortante et candidate d'un parti présidentiel battu trois fois en trois scrutins successifs, retrouve son poste comme si de rien n'était. La déroute des macronistes à l'élection européenne puis aux deux tours des élections législatives, la perte d'une centaine de députés, le rejet évident que Macron et sa clique suscitent dans la population, rien n'y a fait, Macron reste chef de l'État, Attal Premier ministre avec tout son gouvernement et Braun-Pivet présidente de l'Assemblée.

Ce prétendu vol est cependant le résultat logique du front républicain mis en place au deuxième tour des élections législatives. Les candidats du NFP, y compris ceux de LFI qui s'affirment

radicaux, se sont effacés devant les Borne, Darmanin, Attal, Wauquiez... assurant leur réélection. Le prétexte invoqué, ne pas faire élire un député du RN, est tristement risible lorsqu'on fait voter pour des ennemis des travailleurs aussi avérés et professionnels que des ministres sortants. Sur les 220 députés qui ont assuré la victoire de Braun-Pivet et la défaite de Chassaigne, qui n'a recueilli que 207 voix, un bon nombre n'étaient donc là que par la grâce du NFP.

Cette tambouille a eu son prolongement avec l'élection aux diverses responsabilités du bureau de l'Assemblée nationale. Cette fois-ci la gauche, et en particulier Jean-Luc Mélenchon, parle de victoire car le NFP, les macronistes et la droite se sont répartis les sièges.

Ainsi, contrairement à ce qu'il s'était passé en 2022, les 143 députés RN ont été privés de hochets supplémentaires. Les « gagnants » offrent d'ailleurs ainsi une fois de plus au RN un brevet de parti en dehors des combines, brevet qui lui sera bien utile en 2027 ou avant. Ses élus avaient pourtant, comme les autres, grande envie d'obtenir des postes et le RN espérait bien passer pour ce qu'il est, un parti respectueux des usages, de l'ordre et de la hiérarchie.

Les arrangements entre députés reflètent en fin de compte leur acceptation commune de l'ordre social et leur participation consciente à la tromperie baptisée démocratie parlementaire. Ainsi, la dernière raison de tous les compromis politiques est toujours qu'il faut « gérer le pays ». Certes, mais les candidats gestionnaires ne disent jamais au profit de qui. Il est vrai que les bénéfices des entreprises du Cac 40 répondent à leur place.

Paul Galois

Wauquiez, le retour

Lundi 23 juillet, Laurent Wauquiez, ex-espoir de la droite chiraquienne, a fait son retour dans la vie politique nationale. Au nom des 47 députés rescapés de la droite, il a présenté un pacte législatif d'urgence et offert son soutien à un gouvernement qui mettrait en œuvre les mesures avancées.

Wauquiez préconise d'en finir avec « l'assistanat ». Cela ne concerne pas le flot permanent et ruineux allant des caisses publiques vers les coffres-forts des capitalistes, mais l'ensemble des mesures, de plus en plus chiches d'ailleurs, qui soulagent tant soit peu les victimes de la misère quotidienne. Et de donner quelques exemples: conditionner les aides sociales et médicales dont bénéficient les immigrés à un temps minimum de présence; supprimer les aides, y compris les allocations familiales, aux familles comptant un délinquant, même mineur. Wauquiez préconise de plus d'arrêter l'immigration incontrôlée, de remettre en place les peines plancher, d'instaurer la présomption de légitime défense

pour les policiers, toutes choses visant, dit-il, à restaurer l'autorité.

Aucune de ces mesures, purs morceaux de propagande réactionnaire et xénophobe, n'aurait d'autre effet que de pourrir un peu plus la vie des familles les plus démunies. Les économies ainsi réalisées sur les pauvres, y compris titulaires de la carte d'identité nationale, iraient évidemment grossir les services rendus au grand capital, mais le but de Wauquiez est d'abord politique.

Le dirigeant de DR, Droite Républicaine – le nouveau nom de LR – propose par-là « aux républicains y compris de gauche », une base pour gouverner et met en musique, avec sa grosse caisse, la partition proposée par Macron. Il s'agirait de mettre en place un gouvernement allant de la droite de la gauche à la droite tout court et grappillant éventuellement quelques lepenistes et autres, pour appliquer la politique constante de tous ses prédécesseurs: serrer la vis aux travailleurs pour engraisser le grand patronat.

P. G.



Gestion de l'eau : **céréaliers et agrobusiness s'arrosent**

Les manifestants mobilisés contre la construction de nouvelles mégabassines en Poitou-Charentes dénoncent, avec l'appui de nombreux agriculteurs, la gestion inique des ressources en eau que ces projets révèlent, qui plus est dangereuse pour l'équilibre environnemental.

Ces réserves de substitution destinées aux gros agriculteurs, appelées mégabassines, fonctionnent selon un principe différent d'une simple retenue. Il ne s'agit pas de récupérer l'eau de pluie, ni l'eau excédentaire en période de crue. Il ne s'agit pas non plus de former un lac de barrage sur une rivière, ou de dériver partie d'un cours d'eau. Il s'agit de pomper dans les espaces naturels de stockage que sont les nappes phréatiques pour

remplir pendant les périodes d'abondance, même relative, des réserves artificielles de dizaines ou centaines de m³ de contenance constituées d'une gigantesque bâche imperméable. Il aura ainsi fallu 45 jours de pompage ininterrompu pour remplir la mégabassine de Sainte-Soline. L'eau stockée peut ainsi être utilisée en période sèche pour irriguer ou arroser des cultures assoiffées.

Le principe de ces

stockages est largement controversé. De nombreux agriculteurs, confortés par des études scientifiques, contestent l'efficacité de l'irrigation massive et temporaire sur des sols appauvris en humus et en éléments organiques. Ces retenues d'eau par définition n'humidifieraient pas le sol en profondeur et ne profiteraient qu'à des cultures gourmandes en eau, comme le maïs et les céréales. Elles seraient, de par leur surface, sujettes à gaspillage par évaporation (entre 4 et 60 % selon les études et la température).

Enfin, et surtout, décidées dans la plus grande opacité entre pouvoirs publics et chambres

d'agriculture, coopératives et capitalistes de l'agrobusiness, elles n'intègrent absolument pas le point de vue des plus petits agriculteurs, qui n'ont ensuite pas accès à ces réserves, et encore moins celui de l'ensemble de la population. Au contraire, nombre d'agriculteurs subissent les périodes de sécheresse, encore accrues par la baisse de niveau des nappes elles-mêmes du fait des pompes massives.

Le nombre de projets de mégabassines en cours est évalué à 300 par plusieurs associations et, à étudier le financement de six premières réserves programmées en 2018 et installées dans les Deux-Sèvres, sur un coût de plus de 9 millions d'euros, 70 % étaient couverts par des crédits publics. Si les capitalistes de l'agriculture, représentés entre autres par la FNSEA, sont présents dans les multiples organismes qui président aux décisions à l'échelon territorial – Agence de l'eau, association d'irrigants, comité de bassin, commission locale de l'eau, etc – les petits paysans n'ont guère voix au chapitre. La guerre de classes passe aussi par l'eau.

Viviane Lafont



À Melle, le 20 juillet.

Sans-papiers : pour la régularisation

Plus de 500 travailleurs sans-papiers de différents collectifs de la région parisienne ont manifesté pour réclamer leur régularisation vendredi 19 juillet à Paris.

Ils ont défilé de la place de la Nation à la DGEF, annexe du ministère de l'Intérieur, porte de Vincennes.

Après une période électorale à rallonge, qui a vu une nouvelle fois les travailleurs immigrés montrés du doigt et une montée du racisme à leur encontre, ils ont tenu à descendre dans la rue pour dénoncer toutes ces manœuvres de division, fiers de se retrouver aussi nombreux et déterminés à se faire entendre.

Après cette manifestation dynamique qui a duré toute l'après-midi, les différentes prises de parole ont dénoncé cette grossière tromperie des politiciens qui tentent de faire croire que tous

les problèmes de la société sont la conséquence de l'immigration. Ils ont affirmé leur fierté d'appartenir à la classe ouvrière, en proclamant : « *Nous ne sommes pas des profiteurs ou des*

délinquants, nous sommes des travailleurs. » Ils ont dénoncé le gouvernement qui par calcul politique vient de promulguer les décrets d'application de la loi Darmanin et multiplie les contrôles au faciès dans les gares et aux abords des foyers, à Thiais, dans le Val-de-Marne, récemment, suivis d'OQTF.

Le gouvernement

s'enorgueillit de la tenue des Jeux Olympiques, mais qui dans les coulisses a construit les installations et travaille pour permettre leur réalisation ? Ce sont les travailleurs, dont une grande partie d'immigrés, notamment des sans-papiers, ont-ils rappelé en réclamant leur régularisation.

Correspondant LO



Fibrouge

Policiers en cité U

Des policiers sont logés dans douze résidences universitaires d'Île-de-France depuis début juillet, pour le temps des Jeux Olympiques.

Les premiers arrivés dans la résidence des Poissonniers ont découvert les cafards, moisissures, crottes de souris, l'état dégradé des locaux, des conditions que dénoncent les étudiants depuis des années sans aucune amélioration en vue.

Les syndicats policiers, eux, ont obtenu immédiatement des équipes de ménage et d'entretien, et des relogements en grande couronne en cas d'attente, diligentés par l'unité de coordination des grands événements de la police nationale. Les étudiants devraient s'en souvenir à la rentrée, après les JO...

JO : cachez ces pauvres

Avant l'ouverture officielle des JO, les évacuations de campements dans lesquels vivent des personnes sans domicile, principalement des migrants, se multiplient. Selon une estimation d'un responsable de Médécins du monde, 500 personnes auraient été déplacées de force en trois jours.

Certaines ont été envoyées en bus dans d'autres villes où elles se retrouvent dans des logements provisoires.

Les autorités ne cherchent pas à trouver une solution à ces sans-abri, se contentant de les éloigner, le temps des JO. Qu'est-ce qu'ils deviendront après cela, c'est le dernier de leur souci !

Vide-grenier au Ritz

Les hôtels de luxe renouvellent régulièrement leurs équipements, pour ne pas lasser leur clientèle fortunée.

En septembre, le Ritz, hôtel de luxe situé place Vendôme à Paris, fera donc peau neuve et mettra aux enchères 1 500 lots d'objets. En avril 2018, la vente aux enchères de 10 000 pièces de mobilier du Ritz avait rapporté 7,3 millions d'euros, et celle de 1 500 éléments d'art de la table avait rapporté 1,7 million en 2020.

Qu'on se rassure : après la vente, les clients auront toujours droit à des verres en cristal, mais des neufs. Les verres Duralex seront pour le personnel.

Jeux Olympiques : dépenses publiques, profits privés



Le village olympique.

Les Jeux Olympiques mobilisent des moyens considérables. Ces dernières années, des dizaines de bâtiments ont été construits, comme le village olympique de 14 500 places sur 52 hectares en Seine-Saint-Denis.

Le Centre aquatique olympique accueillera 5 000 spectateurs à Saint-Denis, tandis qu'une salle de 8 000 places a été construite à la Porte de la Chapelle, un « village des médias » pour 1 300 journalistes et techniciens à Dugny, etc.

Des équipements temporaires ont également vu le jour, de grands espaces comme la place de la Concorde ou le Champ-de-Mars ont été métamorphosés pour des épreuves. Sur les quais de la Seine, pour la cérémonie d'ouverture du 26 juillet devant accueillir des centaines de milliers de spectateurs, des gradins ont été installés sur les ponts et les quais bas et des dizaines de barges ont été disposées.

Ces réalisations spectaculaires montrent que, quand l'État s'en donne les

moyens, il peut mener à bien des projets colossaux. Bien des travailleurs aimeraient constater une telle diligence pour les transports du quotidien, les hôpitaux ou les écoles publiques, si mal en point, sans parler des stades, souvent vétustes, et des piscines municipales, si peu nombreuses.

Les projets réalisés le sont d'abord grâce au travail de centaines de milliers de maçons, ouvriers, manœuvres, cordistes, caristes, ingénieurs et techniciens, souvent des travailleurs immigrés, avec ou sans papiers. Quant aux JO eux-mêmes, si les athlètes capteront la lumière, leurs performances et l'accueil de quelque dix millions de spectateurs sont impossibles sans des dizaines de milliers d'autres travailleurs de l'hôtellerie,

de la restauration, des transports, du nettoyage ou de la sécurité.

45 000 volontaires ont également été recrutés. Ces bénévoles, qui ramasseront les balles ou accueilleront des voyageurs dans une gare, ne reçoivent pas de salaire et doivent payer leur voyage et leur hébergement. Certes, le bénévolat est une noble chose, mais les JO ne sont pas une opération humanitaire ni une œuvre de charité qui le justifieraient.

Le budget des Jeux est d'une dizaine de milliards d'euros, sans compter les nombreuses retombées indirectes (nuitées d'hôtel, repas, achats divers, etc.). Cet argent, essentiellement engagé par l'État et les collectivités, va d'abord revenir à des firmes privées. Parmi les bénéficiaires, les partenaires officiels, des grandes firmes internationales (Coca-Cola, AirBnB, Toyota, Samsung, Visa...) et françaises (EDF, Orange, Carrefour...),

Police : vers l'overdose

Le gouvernement, relayé par les médias à longueur d'interviews, se vante du dispositif de sécurité exceptionnel mis en place autour des Jeux Olympiques. Cette débauche de moyens policiers et militaires est déployée au nom du combat contre le risque terroriste.

Or depuis deux mois la flamme olympique se promène partout en France sans que les 1 000 à 1 500 policiers et gendarmes dépêchés chaque jour par le ministère de l'Intérieur aient eu affaire de près ou de loin à du terrorisme. Par contre ils ont empêché des manifestants qui espéraient profiter des projecteurs médiatiques pour protester, ici contre le sort réservé par l'État chinois aux Tibétains, ou là contre celui réservé par l'État israélien aux Palestiniens.

Les assignations à résidence ont aussi fleuri. D'après Darmanin elles visent « des personnes très dangereuses ou pouvant potentiellement passer à l'acte ». Or ce ne sont pas seulement des individus condamnés pour motif terroriste, ayant purgé leur peine et qui pourraient encore représenter un risque, qui sont visés par

ces mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance. Ainsi un manutentionnaire de l'aéroport d'Orly, qui en tant que délégué du personnel avait défendu un collègue considéré comme « radicalisé », a été perquisitionné à 6 heures du matin et assigné à résidence du 10 juillet au 8 septembre. Son habilitation à travailler sur un aéroport, pour laquelle depuis plus de dix ans une enquête est diligentée tous les six mois sans que jamais le moindre problème ait été décelé chez lui, a été suspendue : il a perdu son travail.

La Charte olympique est remplie de mots ronflants sur les « droits et libertés », la « responsabilité sociale », la « dignité humaine » et « l'amitié et la solidarité ». Avec l'aide de la police, les Jeux sont avant tout respectueux de la raison d'État.

Lucien Détoit

figurent en bonne place. Les JO bénéficient aussi aux capitalistes du BTP (Bouygues, Vinci, Eiffage, Spie Batignolles), aux médias qui vont retransmettre les épreuves à quelque 4 milliards de spectateurs, des équipementiers, des géants de l'hôtellerie (Accor...), aux géants de la restauration, de la sécurité, de l'informatique, etc.

Toutes ces entreprises ne se vantent guère des bénéfices réalisés à cette occasion, qui sont pour elles un véritable pactole. Dépenses publiques et profits privés : les JO sont l'occasion d'un vaste transfert de richesses qui nourrit également un énorme battage politico-médiatique.

Michel Bondelet



Nos lecteurs écrivent

La panne informatique, côté passagers

Vendredi 19 juillet, dans l'après-midi, j'ai amené des amis à l'aéroport de Beauvais. Nous avons appris que leur vol était annulé, sans autre explication, alors que nous étions déjà en route.

Nous avons d'abord pensé à un problème de surbooking, habituel chez certaines compagnies. Ce n'est qu'à l'aéroport que nous avons compris la raison : la panne informatique avait affecté d'innombrables

services de transport, d'hôpitaux, d'entreprises à travers le monde.

Un autre vol ayant été annulé dans la même tranche horaire, au comptoir de Ryanair plus d'une centaine de personnes se pressaient... mais il n'y avait que trois employées débordées, qui tentaient, comme elles pouvaient le faire dans une aérogare déjà bondée, de trouver une solution aux passagers de ces deux avions. Une telle situation en pleine période

estivale, alors que presque tous les avions sont pleins à craquer, relevait de la gageure.

Concernant mes amis, alors qu'ils se rendaient à Vienne, on leur a d'abord proposé un vol pour Budapest le lendemain, quitte à eux de trouver ensuite une solution. Finalement, deux places s'étant libérées au dernier moment, ils ont eu un avion... 48 heures après. Autour de nous, les quelques vigiles présents essayaient de calmer des familles en

colère, qui devaient se débrouiller pour rentrer sur Paris, trouver un hébergement pour le soir même, et même le jour suivant. Bien sûr Ryanair assurait qu'il y aurait un remboursement. Il fallait envoyer toutes les factures... à Dublin, où se trouve le siège de la compagnie.

En repartant, nous avons appris par la radio que l'aéroport d'Orly aussi était touché. Celui de Roissy semblait en revanche épargné. Mais la ligne de RER B

qui y mène était à l'arrêt depuis plusieurs heures... à cause d'une rupture de caténaire.

La panne s'est donc cumulée avec le fonctionnement déliquescents du capitalisme en crise (sous-effectif partout, imprévoyance, entretien pas fait, etc.). Qu'aurait-on entendu si une grève de travailleurs du transport aérien ou du rail avait engendré ne serait-ce qu'un dixième de ce chaos ?

Un lecteur

Gaza : **silence, on tue**

Suite aux bombardements de l'armée israélienne qui ont fait au moins six morts, un immense incendie a ravagé le port d'Hodeïda, dans l'ouest du Yémen. Il risque d'aggraver une situation déjà catastrophique en empêchant l'arrivée de l'aide humanitaire, seul moyen de manger pour plus de 16 millions d'habitants.



Lors d'une attaque d'Israël au Liban.

Malgré le scandale que représente ce bombardement, le gouvernement israélien sait qu'il n'a pas à craindre la moindre critique même hypocrite des puissances impérialistes. En effet, depuis le début de

la guerre entre les rebelles dits « houthistes » et la dictature au pouvoir au Yémen, soutenue par l'Arabie saoudite, les grandes puissances impérialistes soutiennent sans limite celle-ci. Bien que cette guerre ait déjà fait

des centaines de milliers de morts, en particulier des civils victimes de la famine et du manque de soins, la France a continué sans sourciller à vendre des armes à l'Arabie saoudite. Quant aux États-Unis, non seulement ils l'ont toujours soutenue, mais ils sont même intervenus directement contre les rebelles houthistes, quand ils s'en sont pris aux navires commerciaux passant par la mer Rouge.

Netanyahu s'est donc senti libre de faire bombarder Hodeïda, justifiant cette attaque contre la population civile yéménite par le fait que des missiles ont été envoyés par les Houthistes sur Israël et qu'un drone a atteint Tel-Aviv le 20 juillet, faisant un mort. Cela ne mettra pas fin aux attaques des rebelles houthistes et ne peut que contribuer à aggraver la tension. Mais Netanyahu, en visant les Houthistes comme il a visé le Hezbollah et l'Irak, tient à rappeler aux dirigeants des grandes puissances qu'Israël est leur allié contre tous ceux qui contestent leur ordre au Moyen-Orient. Ils sont donc priés de ne pas trop faire les

difficiles face à sa politique à Gaza.

Et en effet le régime israélien a bien les coudées franches pour poursuivre sa politique de massacre des Palestiniens aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie. Le lendemain du bombardement du port d'Hodeïda, l'armée israélienne imposait aux civils de fuir à nouveau la ville de Khan Younès au sud de Gaza, une nouvelle fois bombardée et envahie par les blindés. Toujours sous le prétexte d'éradiquer le Hamas, ces actes de guerre cherchent en réalité à rendre la survie encore plus difficile pour les Gazaouis. Sans nourriture, sans eau, sans soins, sans abris et sans savoir où aller, la population civile ne peut que se terrer, subir les bombardements et regarder les enfants mourir de faim, de maladie ou d'épuisement.

Cette politique ne se limite pas à Gaza. En Cisjordanie, dans la nuit du 22 au 23 juillet, le camp de réfugiés de Tulkarem a aussi été bombardé et occupé par les chars de l'armée israélienne. La destruction des infrastructures dans ce camp où vivent

plus de 40 000 personnes vise aussi à empêcher les Palestiniens de continuer à vivre dans ce territoire occupé depuis 57 ans par Israël. Les Palestiniens de Cisjordanie sont de plus en plus chassés de leurs terres, de leurs villages. Les colons israéliens leur mènent la guerre et n'hésitent pas à assassiner ceux qui résistent.

La récente déclaration de la Cour internationale de justice jugeant illégale l'occupation par Israël de ces territoires est venue s'ajouter à de nombreuses déclarations analogues venues de l'ONU depuis des années et restées sans conséquence. Après des dizaines d'années d'occupation, de spoliations et d'une colonisation systématique visant à rendre un retour en arrière impossible, elle n'en aura pas plus. Elle n'est qu'une facette de la politique des grandes puissances, qui voudraient afficher des pré-occupations humanitaires alors qu'elles arment le gouvernement israélien et laissent faire ses massacres, tant elles trouvent intérêt à sa politique.

Marion Ajar

États-Unis : **changement d'attelage en pleine campagne**

Joe Biden a jeté l'éponge. Depuis que son débat en direct à la télévision a mis en lumière des difficultés, pour le moins à s'exprimer, que bien des Américains avaient déjà bien perçues, la campagne du président en exercice pour se faire réélire était ouvertement compromise.

Pendant trois semaines et demie, Biden a proclamé qu'il avait toutes ses facultés et qu'il allait battre Trump en novembre prochain, ce que sa vice-présidente Kamala Harris a continué aussi à affirmer. Mais, craignant la défaite, de nombreuses personnalités du Parti démocrate ont conseillé à Biden d'abandonner et, plus important encore, de grands bourgeois ont annoncé avoir suspendu leurs dons à la campagne démocrate.

Ces semaines ont permis à Harris de se préparer à prendre la suite de Biden et ainsi de prendre une longueur d'avance sur ses rivaux de l'appareil démocrate. Les dons des milliardaires ont maintenant recommencé à affluer et Harris peut espérer être officiellement désignée

candidate lors de la convention démocrate à la mi-août.

Ce changement d'attelage a lieu sur fond de continuité politique. Le sexe, la couleur de peau et l'âge du candidat changent, mais Harris a commencé ses premiers discours de campagne en encensant le bilan de Biden, qui est aussi le sien. À l'écouter, Biden aurait tout à la fois sauvé la démocratie, relancé l'économie, combattu la pauvreté et amélioré la santé de la population.

Or c'est loin d'être l'opinion des classes populaires américaines. Ce n'est pas seulement la vitalité déclinante de Biden qui a éloigné des électeurs ouvriers du vote démocrate. Le bilan de Biden – en réalité celui du capitalisme, mais il l'assume de fait – c'est aussi notamment la

perte de pouvoir d'achat sous les coups de l'inflation. En trois ans, l'indice officiel des prix a augmenté de 18 % sans que les salaires suivent.

Le républicain Trump et son colistier Vance ont profité de cette situation, lors de la récente convention républicaine, pour courtiser le vote ouvrier. Ils ont même invité le dirigeant du syndicat des Teamsters à y tenir un discours fustigeant

l'avidité des grandes entreprises. Vance, issu d'un milieu modeste, a dénoncé les « prix fous » des logements en comparaison aux « salaires stagnants ». Il peut ainsi contribuer à rendre le milliardaire Trump crédible aux yeux des travailleurs : « Nous avons besoin d'un dirigeant qui ne soit pas la marionnette du big business, mais qui parle au travailleur, syndiqué ou non. Un dirigeant

qui résistera aux multinationales et défendra l'industrie américaine », a-t-il dit. Il y ajoute une démagogie nationaliste en déclarant : « Nous n'importerons pas de main-d'œuvre étrangère », accusant celle-ci de faire baisser les salaires et dédouanant évidemment les patrons.

À la campagne de Trump, Vance n'apporte pas que des voix potentielles, mais aussi des financements. Car s'il a grandi dans une famille populaire, il a fait carrière dans de grandes entreprises de la finance et de la technologie où il s'est enrichi. Trump n'est pas le seul milliardaire dans son carnet d'adresses.

Les capitalistes qui financent le Parti républicain, comme ceux qui soutiennent le Parti démocrate, ne se trompent pas. Les discours de campagne visant l'électorat ouvrier ne les impressionnent pas car ils savent que le candidat élu, quel qu'il soit, se mettra à leur service.

Lucien Déroit



Kamala Harris et Joe Biden.

Bangladesh : les étudiants en lutte

Depuis le 17 juillet, au Bangladesh, les étudiants manifestent contre le retour des quotas de recrutement dans la fonction publique. Le gouvernement a répondu par la répression policière, faisant au moins 174 morts et 2 500 arrestations accompagnées de violences contre les prisonniers. Un couvre-feu a été instauré et les communications via Internet restent bloquées.

La fonction publique est le secteur qui offre à ses salariés un statut social et une paie un peu moins bas, ainsi que la sécurité de l'emploi et une pension de retraite. Depuis 1972, un quota de recrutement réservait 56 % des emplois à certaines catégories, dont 30 % allaient aux descendants des soldats ayant combattu pour l'indépendance d'avec le Pakistan en 1971. Mais suite à des manifestations étudiantes en 2018, ces quotas avaient été revus à la baisse, n'accordant que 3 % des emplois aux descendants des

combattants et 2 % aux minorités ethniques.

Or, début juin, sous la pression de la Première ministre Sheikh Hasina, la Cour suprême avait rétabli l'ancien système, privant ainsi la majorité des étudiants d'un espoir d'avenir. Cela a déclenché leur révolte qui, partie de Dacca, s'est étendue aux autres universités du pays. Mais la question des quotas n'est, comme l'a exprimé un journaliste, « *que la partie émergée de l'iceberg.* » Si l'économie du Bangladesh connaît une croissance rapide, elle ne profite qu'à une minorité



Manifestants au Bangladesh le 19 juillet.

de privilégiés, laissant de côté les 18 millions de jeunes diplômés sans emploi. Les étudiants dénoncent aussi la corruption, qui est le mode de fonctionnement des riches industriels de la confection ayant une place dans les allées du pouvoir, tandis que la population doit faire face au chômage et à une inflation

autour de 10 %, alors que les salaires stagnent. Les grèves fréquentes des travailleurs de la confection témoignent des conditions sociales dramatiques d'une grande partie de la population.

Devant la détermination des étudiants, la Cour suprême a fait marche arrière en revenant aux quotas de

2018. Cependant, tant que le gouvernement n'aura pas avalisé cette répartition et que dureront le couvre-feu et les interdictions de communication par Internet, les étudiants n'entendent pas céder, malgré le grand nombre de victimes des violences policières.

Marianne Lamiral

Inde : paradis pour les riches, enfer pour les pauvres

À la mi-juillet, un événement a capté l'attention des médias du monde entier : le mariage d'Anant Ambani, le fils cadet de Mukesh Ambani, l'homme le plus riche d'Asie, par ailleurs proche et très intéressé soutien du Premier ministre indien Narendra Modi.

Propriétaire de Reliance, un groupe présent notamment dans la pétrochimie, les télécoms, les médias et la grande distribution, Mukesh Ambani dispose de 122 milliards de dollars de fortune personnelle. De quoi assurer les faux-frais d'une cérémonie d'un faste aussi écœurant que révélateur du parasitisme des possédants. Comme il convient dans les grandes familles bourgeoises du monde entier, ce rejeton du clan Ambani s'est uni avec l'héritière d'une autre dynastie, Radhika Merchant, fille du richissime dirigeant du groupe pharmaceutique Encore Healthcare.

Après un « pré-mariage » au printemps en présence des milliardaires Bill Gates et Mark Zuckerberg, qui aurait coûté 150 millions de dollars, 600 autres auraient cette fois été dépensés pour la véritable cérémonie. Outre des stars du show-biz et des PDG de grandes entreprises, dont ceux de Samsung et du pétrolier Aramco, de nombreux responsables politiques y ont

accouru à plat ventre.

Tandis que la grande bourgeoisie prospère et se pavane, 800 millions d'habitants sur le milliard et demi que compte aujourd'hui l'Inde continuent de dépendre de l'aide alimentaire et vivent péniblement avec moins de deux euros par jour. Disposer d'un logement ou d'un emploi dignes de ce nom, de l'accès à l'eau potable, à l'électricité ou même à des toilettes, reste inaccessible au plus grand nombre.

Alors même que la cérémonie du mariage des « nou-

veaux maharajas » se déroulait des semaines durant, des dizaines d'infrastructures majeures s'effondraient à la suite des intempéries, notamment des ponts et des aéroports, y compris les plus récemment bâtis ou rénovés, dont celui de la capitale fédérale, New Delhi. La fortune des patrons du BTP, qui prospèrent en vidant les caisses des 28 États que compte l'Union indienne et celles de l'État fédéral, ne sera, elle, pas affectée.

Un mariage obscène de milliardaires, un sous-développement et une misère qui suinte par tous les pores de la société : voilà le reflet en Inde de la pourriture de l'économie capitaliste.

Pierre Delage



Effondrement, le 28 juin, d'un terminal de l'aéroport de New Delhi.

Crises alimentaires : ceux qui en profitent

Dans son *Rapport mondial sur les crises alimentaires*, publié en avril 2024, l'Unicef indique que 300 millions d'êtres humains, dans 59 pays, souffraient de malnutrition aiguë en 2023, soit 25 millions de plus qu'en 2022.

La plupart d'entre eux vivent dans des pays ravagés par la guerre et, remarque l'Unicef, le plus gros contingent de nouveaux affamés, cette année, vit dans Gaza bombardée et au Soudan en proie aux affrontements de bandes armées. Mais il n'y a pas que ces circonstances qualifiées d'exceptionnelles alors même que leur fréquence et leur durée font qu'elles deviennent le quotidien d'une fraction de plus en plus conséquente de l'humanité. Il y a aussi le pur jeu du marché. L'Unicef dénombre 21 pays et 75 millions d'affamés faute de capacité à acheter des céréales.

Un autre rapport, publié par le quotidien *Le Monde* du 21 juillet, montre que cinq sociétés contrôlent 80 % du commerce mondial des céréales. Cargill est la plus puissante avec 160 milliards de dollars de chiffre d'affaires, suivie de Bunge, ADM et LDC, dont le chiffre d'affaires se situe entre 50 et 60 milliards. Les trois premières sont américaines, la dernière européenne. Enfin Cofco est une

entreprise d'État chinoise, à l'échelle d'un pays parmi les plus peuplés, et le premier importateur de céréales au monde. Les quatre sociétés occidentales ont vu leurs bénéfices de 2022 augmenter de 200 à 300 % par rapport à la moyenne de ceux réalisés entre 2016 et 2020. Les fortunes de leurs actionnaires, quelques familles bien connues, ont progressé d'autant. Ce serait le résultat de la spéculation, des situations de guerre et, tout simplement, la conséquence du monopole de fait de ces quelques sociétés géantes, soit, en langage officiel, une réussite du capitalisme.

Le lien entre cette richesse fabuleuse et cette pauvreté sans nom est évident pour les 75 millions de personnes affamées. Il l'est aussi pour les autres, victimes des guerres de cette année et de celles qui s'annoncent, conséquences du maintien de la domination de l'impérialisme sur la planète au profit de grandes sociétés comme Cargill et de ses semblables.

Paul Galois

19 juillet 1984

Les ministres communistes quittent le gouvernement de Mitterrand

Le 19 juillet 1984, le PCF annonçait sa décision de ne plus participer au gouvernement de François Mitterrand. Cela venait au bout de trois ans, pendant lesquels le parti avait peint en rose les mesures antiouvrières mises en œuvre par le Premier ministre Pierre Mauroy et ainsi contribué à démoraliser une grande partie de la classe ouvrière, à commencer par ses propres militants.

En 1981, Mitterrand avait appelé quatre ministres communistes au gouvernement en prévision de la politique antiouvrière qu'il était décidé à mener. Il n'en aurait pas eu besoin à l'Assemblée après l'écrasante victoire du Parti socialiste aux législatives qui avaient suivi son élection. Mais Mitterrand entendait profiter du poids du PCF au sein de la classe ouvrière pour qu'il l'aide à faire passer ses attaques contre les travailleurs, et le PCF ne s'était pas fait prier.

Écarté depuis 34 ans de toute participation gouvernementale, le PCF entendait montrer à nouveau que ses ministres étaient capables de gérer les affaires de la bourgeoisie aussi bien que ceux issus des partis traditionnels. C'est dans cette perspective qu'il avait tressé depuis des années une auréole d'homme de gauche à Mitterrand, ce politicien bourgeois, qui en tant que

ministre avait été le bourreau des militants du FLN et avait laissé exécuter le militant communiste Fernand Iveton pendant la guerre d'Algérie.

Le PCF complice des attaques de Mitterrand contre la classe ouvrière

Mitterrand bénéficia pendant quelques mois de ce que l'on appela « l'état de grâce », mais à partir de mars 1982 les illusions commencèrent à tomber. Le gouvernement Mauroy décida de bloquer les salaires pour quatre mois en assortissant cette mesure d'un blocage des prix qui resta lettre morte. L'inflation était alors de 13 % annuels et les salaires avaient suivi plus ou moins au gré des accords d'entreprise. Mais cette fois il n'y eut pas de rattrapage à l'issue des quatre mois. Le gouvernement donna consigne aux

patrons de ne plus accorder aucune augmentation et donna l'exemple dans la fonction publique.

En 1983 un deuxième plan de rigueur fut imposé. Lorsque des grèves éclatèrent dans l'automobile, le gouvernement s'en prit frontalement aux grévistes. Le Premier ministre Mauroy déclara que les travailleurs immigrés étaient « agités par des groupes religieux ou politiques ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises ».

Dans cette série d'attaques, les ministres communistes jouèrent leur partition. Le ministre de la Santé PCF, Jack Ralite, instaura ainsi le forfait hospitalier. Quand, en mars 1984, 21 000 suppressions d'emplois furent annoncées dans la sidérurgie, alors que Mitterrand avait promis qu'il n'y aurait plus de licenciement, le sentiment de trahison fut à son comble. On put voir le secrétaire général du PCF Georges Marchais participer à la marche des sidérurgistes sur Paris le 13 avril tandis que les députés communistes votaient la confiance au gouvernement sur sa politique industrielle. *L'Humanité*, le quotidien du PCF, pouvait titrer : « Nous

sommes au gouvernement et avec les travailleurs ».

Dans les entreprises, les illusions du début firent rapidement place à un profond dégoût, et les militants communistes en firent les frais. Certains d'entre eux avaient sans doute cru aux promesses de Mitterrand, d'autres pensaient que la présence des ministres communistes aurait permis de contrôler ce gouvernement, mais tous l'avaient cautionné auprès des travailleurs. Lorsque le gouvernement imposa le blocage des salaires en utilisant le 49.3, les députés du PCF lui votèrent la confiance. *L'Humanité* avait beau faire quelques timides critiques, les choses étaient beaucoup plus simples pour les travailleurs qui disaient aux militants : « Pourquoi restez-vous dans ce gouvernement ? ».

La démoralisation des travailleurs, terreau de l'extrême droite

Incapables de faire face aux reproches de leurs camarades de travail qu'ils avaient bel et bien trompés, beaucoup de militants partirent sur la pointe des pieds ou, tout en gardant leur carte, renoncèrent à l'action politique pour se réfugier dans l'activité syndicale ou municipale au jour le jour. Une profonde démoralisation gagna la classe ouvrière. Elle se traduisit par une montée de l'abstention dans des quartiers populaires qui jusque-là avaient voté sans hésiter pour le PCF et où l'extrême droite commença à apparaître. Une première alerte fut les municipales de Dreux en mars 1983 puis celles d'Aulnay-sous-Bois en novembre où le FN obtint respectivement plus de 16 % et 10 %. Mais la confirmation éclatante vint avec les élections européennes de juin 1984.

Le FN qui obtenait 1 %

aux précédentes élections arriva à 11 %. Le PCF, lui, perdit près de la moitié de son électorat, passant de 20 % aux européennes de 1979 à 11,20 %. Les trois ans de participation au gouvernement de gauche lui faisaient perdre près de la moitié de son électorat.

Cette déroute mettait la direction du PCF au pied du mur. Ce n'était pas tant la démoralisation des travailleurs, leur éloignement du PCF qui pouvait l'inquiéter, mais ce qu'elle impliquait en termes de postes à tous les niveaux, dans les mairies, au Parlement. Fallait-il persévérer dans la voie de la participation gouvernementale, et perdre ainsi toute influence au sein de la classe ouvrière et donc toute utilité ultérieure pour la bourgeoisie, ou au contraire quitter le gouvernement ? À l'occasion de la nomination le 17 juillet d'un nouveau Premier ministre, Laurent Fabius, manifestement désigné pour plaire à la bourgeoisie, la direction du PCF choisit de partir. Cela ne se fit pas sans discussions au sein de l'appareil. Les anciens ministres, en particulier, se déclaraient satisfaits de l'expérience.

Dans les élections législatives de juin 2024, les partisans du Nouveau Front populaire ont tenté de ressusciter cette union de la gauche qui avait abouti en 1981 à l'élection de Mitterrand. Les dirigeants d'un PCF aujourd'hui réduit à quelques pour cent de l'électorat l'ont encore une fois présentée comme le moyen de « faire barrage à l'extrême droite ». Mais il faut se rappeler que c'est précisément sous un gouvernement de gauche où siégeaient quatre ministres communistes que cette extrême droite a vraiment pris son essor.

Daniel Mescla



Les ministres PCF du gouvernement Mauroy autour de Georges Marchais



Meeting avant la grève à l'usine Citroën d'Aulnay le 17 mars 1983.

Metex – Amiens : reprise lucrative pour le groupe Avril

L'usine Metex d'Amiens produit, par fermentation, en ajoutant sucre et bactéries dans des cuves, des protéines (lysine) qui sont ajoutées à des végétaux pour nourrir les animaux d'élevage. Les actionnaires ont déclaré que l'entreprise n'était pas assez rentable et accusé la concurrence de la lysine chinoise qui profiterait du soutien « déloyal » de son gouvernement.

L'usine d'Amiens, qui compte 275 salariés, ainsi que deux autres sites de l'entreprise Metex, ont été mis en redressement judiciaire, puis repris le 12 juillet de façon très profitable par le groupe Avril, leader industriel français des huiles (Lesieur, Puget, mais aussi œufs Matine, etc.), une multinationale présente dans 19 pays et qui compte 7 500 salariés.

Dans cette opération, Avril reçoit des dizaines de millions d'euros d'aides publiques. Il avait en effet mis plusieurs conditions à la reprise, et notamment la participation financière de la BPI, la banque publique

d'investissement, qui avait auparavant déjà versé des fonds pour le développement des installations de Metex, et qui remet donc la main à la poche (en fait dans l'argent public), pour aider le géant de l'agro-industrie. Avril demandait aussi la participation financière de l'État pour la prise en charge d'une partie du coût du sucre, ingrédient principal de la fabrication, et le rachat du site par Amiens-Métropole s'il ne s'avère pas assez rentable, charge aux contribuables locaux de payer la réhabilitation et la dépollution du site.

Commentant la reprise de l'usine, le ministre dé-



Devant l'usine Metex.

légué à l'Industrie, Roland Lescure, s'est félicité : « C'est l'équipe de France de l'industrie qui gagne. » Cette « équipe de France », qui affiche plusieurs centaines de millions d'euros de profits chaque année, c'est en l'occurrence l'équipe des actionnaires du groupe Avril. Elle rémunère son dirigeant Arnaud Rousseau, par ailleurs secrétaire du syndicat paysan FNSEA, à hauteur de 187 000 euros par an (chiffre

de l'année 2022). Celui-ci, également propriétaire de 700 hectares de culture de colza, est doublement gagnant : l'incorporation de lysine dans l'alimentation du bétail, permet de réduire le recours au soja importé du Brésil au profit de protéines végétales locales... comme le colza ! Bel exemple de patriotisme de requins bien français.

L'équipe des travailleurs, de son côté, voit 80

d'entre eux perdre leur emploi. Ceux qui paient des impôts sont mis à contribution pour faire un beau cadeau aux millionnaires. Le tribunal administratif et le gouvernement n'auraient évidemment jamais envisagé de prendre sur les bénéficiaires présents et passés des actionnaires de l'ancienne entreprise Metex pour maintenir l'usine et les emplois.

Correspondant LO

Saunier Duval – Nantes : 250 salariés menacés

L'usine Saunier Duval de Nantes, qui fabrique des chaudières et des pompes à chaleur, est détenue par les familles Vaillant et Müller, parmi les plus riches familles bourgeoises d'Allemagne et de Suisse. La direction y a annoncé la suppression de 250 emplois, soit plus du quart des travailleurs du site qui sont ainsi menacés.

Cette même direction, il y a un peu plus d'un an, se vantait de résultats record et annonçait toujours plus de production sur le site. Peu après, elle renvoyait pourtant les 200 ouvriers intérimaires de l'usine, mais les cadences, elles, n'ont jamais cessé d'augmenter. Puis est venu le temps des promesses et des annonces solennelles. À les en croire, la « conjoncture » imposait pour un temps des « décisions difficiles », ces décisions que prennent les directions et que payent les salariés. C'est ainsi que la direction a annoncé d'abord deux semaines de chômage partiel. Les périodes de chômage partiel, avec des salaires réduits à 72 % ou 84 % du net, alternèrent finalement sur les différentes

lignes pendant près de six mois, jusqu'au printemps dernier. Mais, toujours, il fallait être patient et avoir confiance : la production, c'était garanti, allait reprendre dès la rentrée de septembre ! Et voilà qu'en mai, 50 premières suppressions de postes étaient annoncées. Mais la direction le promettait : « Les personnels ouvriers ne seront pas touchés... » Beaucoup d'ouvriers de l'usine se dirent alors : les employés n'ont-ils donc pas, eux aussi, des familles à faire vivre, des loyers et des factures à payer ? Et après eux, à qui le tour ?

Prudemment faite dans une usine presque vidée par les congés d'été et le chômage « maison », par une directrice, peut-être pas si

sereine, nichée en haut d'un escalier et protégée de plots, de rubalise et d'une rangée de cadres, l'annonce de la suppression de 200 postes supplémentaires à la production n'a donc été qu'une demi-surprise. Une preuve de plus que les promesses de la direction n'étaient que des paroles en l'air.

Alors, quand celle-ci assure que les négociations des prochains mois permettront de trouver les meilleures solutions pour tous, il y a de quoi être inquiet et en colère. Les travailleurs de Saunier Duval peuvent s'en convaincre : ils n'auront de garantie que celles qu'ils imposeront par leur organisation et leur mobilisation. Ce ne sont d'ailleurs pas les richesses qui manquent et qui pourraient permettre de maintenir tous les emplois, elles sont accaparées par les fortunes privées accumulées sur le dos de générations de travailleurs depuis 150 ans par le groupe Vaillant.

Correspondant LO

BTP : profits assurés, quel que soit le temps

Un décret promulgué le 28 juin a ajouté la canicule à la liste des intempéries ouvrant le droit au chômage technique sur les chantiers.

Créée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, une caisse d'assurance-chômage, alimentée par les entreprises du secteur du BTP, permet d'indemniser les travailleurs en cas d'arrêt du chantier du fait des intempéries : froid, grêle, etc. Dorénavant, ce sera aussi le cas pour les fortes chaleurs.

Les travailleurs mis au chômage technique seront indemnisés, mais seulement à 80 % de leur salaire. Les conditions de travail sur les chantiers sont particulièrement pénibles, à cause du travail en extérieur mais surtout à cause de la rapacité des patrons du secteur. Les cadences à tenir, les équipements de sécurité pas toujours fournis, les effectifs insuffisants, font du BTP un des secteurs les plus à risques pour les travailleurs, souvent immigrés, avec ou sans papiers, qui construisent les immeubles

et réparent les routes. D'après un bilan établi par Santé publique France, onze accidents du travail mortels en lien avec la chaleur sont survenus durant l'été 2023, dont la moitié dans le BTP. La mortalité est certainement bien supérieure car les effets de la chaleur sont plus difficiles à recenser que les chutes du haut d'un échafaudage.

Si les syndicats se réjouissent du nouveau décret, bien des ouvriers sont sceptiques, à juste titre : qui fera appliquer la mesure ? Et même si le chantier s'arrête pour des raisons techniques, il y a fort à parier que les patrons feront travailler encore plus les jours suivants pour rattraper les délais.

Pour les capitalistes du BTP, la rentabilité passe avant tout, et avant la vie des travailleurs.

C. P.

Audi - Bruxelles: les actionnaires doivent payer !

Mardi 9 juillet, alors que les travailleurs avaient quitté l'usine pour deux semaines de chômage suivies des congés annuels, la direction d'Audi, à Bruxelles, a annoncé 1 500 licenciements dès septembre, puis une fermeture probable pour fin 2025.

Les 3 000 travailleurs de l'usine et ceux des cinq sous-traitants qui en dépendent directement sont menacés de chômage d'ici quelques mois, voire d'ici la fin de l'année. L'usine produit depuis 2018 des voitures électriques. Elle a reçu des millions de subventions de la région de Bruxelles et les actionnaires ont encaissé les dividendes. Mais la direction compte arrêter la production à Bruxelles de la Q8

très chère qui se vend mal, éventuellement la transférer ailleurs, et envoyer ainsi des milliers de travailleurs au chômage et leurs familles dans la détresse.

Des ouvrières d'Impérial, un des sous-traitants, dénoncent: « Ces derniers jours, chacune de nous faisait quatre postes! On a travaillé, tu ne peux pas t'imaginer. Et maintenant, on ne sait même pas si ces jours vont être payés. Parce qu'Imperial va

peut-être faire faillite. » Depuis des mois se succèdent les licenciements d'intérimaires et de travailleurs malades, des semaines de chômage économique, ainsi que des rumeurs de fermeture. Pourtant, à l'annonce de la direction, les syndicats ont à peine fait passer le message, sans appeler à la moindre action et certains ont même joué la surprise.

Des travailleurs ont pris eux-mêmes l'initiative de venir devant l'usine. Ils ont constaté que la direction avait fait cadenasser les portes, fait monter la garde par des vigiles accompagnés de chiens et même armés! Certains travailleurs étaient

convaincus qu'il ne fallait pas attendre l'hypothétique reprise en août et l'ont fait savoir aux syndicats qui ont répondu qu'il fallait « faire confiance à leurs représentants élus ». Mais pour beaucoup, cette confiance est rompue. Cela fait des mois que les délégués les font patienter, certains mentant éhontément et maintenant ils donnent rendez-vous le 20 août, date de l'hypothétique reprise du travail.

Et s'il n'y a pas de reprise? La « procédure Renault », nom resté pour le licenciement collectif à l'usine Renault en 1998, a été enclenchée. Elle prévoit « d'explorer toutes les possibilités pour un maintien de l'entreprise » et une prime en cas de licenciement. Mais la direction a montré à maintes reprises qu'elle ne respecte pas ses engagements, alors il est

probable que les procédures ne servent qu'à temporiser. Quant aux promesses de repreneurs et de primes importantes, elles ne valent rien! Tous les exemples passés de fermetures (Caterpillar, Carsid, Van Hool...) le montrent. Sans rapport de force, rien de bon ne pourra sortir des négociations!

Cette conscience qu'il faudra lutter a poussé entre quelques dizaines et quelques centaines de travailleurs à venir devant l'usine pendant les dix jours qui ont suivi l'annonce de la direction. « Ils ont pris ma santé. Ils n'auront pas ma dignité. Il faut se battre », a témoigné un ouvrier. Et en effet les travailleurs devront se mobiliser et s'organiser pour faire payer les actionnaires afin qu'aucun ouvrier d'Audi ne se retrouve sans moyen de vivre.

Correspondant LO

Valeo: trois sites victimes de la compétitivité

L'équipementier automobile Valeo a annoncé la fermeture de trois usines visant directement plus d'un millier de travailleurs. Pourtant en 2023, le chiffre d'affaires de ce groupe a augmenté de 11 % en atteignant 22 milliards d'euros.

Les travailleurs ont appris cette attaque quelques jours avant de partir en congés. Des débrayages ont eu lieu sur au moins deux sites. Les sites visés sont ceux de L'Isle-d'Abeau, dans l'Isère (350 travailleurs), de La Suze-sur-Sarthe dans la Sarthe (270 travailleurs) et le centre de recherche de La Verrière dans les Yvelines (500 travailleurs).

L'activité de ces trois sites est très différente. En Isère, il s'agit de systèmes liés au développement de moteurs hybrides, dans la Sarthe sont produits des systèmes de gestion de la température et dans les Yvelines, il s'agit de recherches. Le fait que la direction ferme ces trois sites en même temps, alors que leurs activités ne sont pas

directement liées, montre que l'annonce vise les marchés financiers et les investisseurs, en les avertissant que l'entreprise va réduire sa masse salariale et accroître ses profits. D'ailleurs, début janvier, le groupe avait fait une première annonce de 1 150 suppressions d'emplois dans le monde.

Valeo ose se justifier en évoquant le ralentissement de la production automobile en Europe. Mais ce ralentissement ne tombe pas du ciel. Il est le fruit d'une politique délibérée des constructeurs automobiles qui ont fait le choix commercial de vendre moins de véhicules mais beaucoup plus cher, en augmentant les prix et en favorisant le haut de gamme.

Les résultats ont été au rendez-vous, les groupes annonçant des records de bénéfices pour l'année 2023: 18,6 milliards d'euros pour Stellantis; 18,5 milliards pour BMW; 17,9 milliards pour Volkswagen; 14,5 milliards pour Mercedes-Benz; 4,4 milliards pour Volvo; 2,3 milliards pour Renault... Tous ces profits proviennent de l'accroissement de l'exploitation chez les constructeurs, les équipementiers et les sous-traitants. Les annonces de Valeo se placent dans ce contexte. Le groupe Audi vient d'annoncer la fermeture de son usine de 3 000 salariés en Belgique.

Sur chaque site menacé, les travailleurs ont raison de commencer à réagir à leur échelle. Mais pour faire reculer le patronat, c'est une réaction de l'ensemble des ouvriers de l'automobile qui serait nécessaire.

Pierre Royan



L'usine Audi à Forest, dans la banlieue de Bruxelles.

Eau: de moins en moins potable

L'enquête du Réseau d'action contre les pesticides a révélé la présence de TFA, issu de la dégradation de certains pesticides ou gaz réfrigérants, dans 94 % des eaux de onze pays européens.

Le TFA est classé comme un des PFAS, appelés aussi polluant éternel du fait de leur persistance dans l'environnement. Aucune étude médicale n'a encore permis de mettre en évidence la dangerosité de ce produit pour l'homme mais à fortes doses, il a été constaté un risque de toxicité pour le foie et de malformations des fœtus chez les animaux.

Ce polluant s'ajoute aux

autres PFAS déjà présents dans l'eau et fait craindre aux associations environnementales un cocktail dangereux pour la santé humaine.

Inutile cependant d'acheter des eaux minérales pour se protéger. L'étude explique que ces dernières sont également contaminées, à des niveaux qui dépassent parfois ceux de l'eau courante. Et, cerise sur le gâteau, les associations ne peuvent révéler le nom des marques contaminées, secret commercial oblige.

La loi est décidément bien faite pour les serial empoisonneurs capitalistes.

Aline Urbain



Les salariés de La Suze-sur-Sarthe lors d'un précédent débrayage.

Automobile: la guerre commerciale s'intensifie

Le 5 juillet, l'Union européenne a imposé aux véhicules électriques importés de Chine des droits de douane supplémentaires.

Pour justifier ces taxes, la Commission européenne avait ouvert en octobre dernier une enquête sur les subventions accordées par l'État chinois à ses constructeurs, jugées « déloyales ». Que l'État chinois ait aidé les constructeurs chinois, personne n'en doute, mais il en va de même de tous les États envers leurs champions nationaux. Ainsi l'État français subventionne largement l'installation des bornes de recharge électrique pour le plus grand bonheur de Renault, Stellantis ou Total. Il n'hésite pas non plus à distribuer des bonus à l'achat des véhicules à condition qu'ils soient fabriqués en Europe. Mais peu importe la sincérité de l'argumentation, c'est le résultat, les bénéfices des actionnaires, qui compte.

En attendant le vote des États membres de l'Union européenne (UE), ces droits de douane ne sont pas définitifs. Mais ils sont symptomatiques de la guerre commerciale qui s'intensifie à l'échelle planétaire, en particulier la guerre pour le marché des véhicules électriques, en plein

développement. Les taxes de l'UE, qui sont au final supérieures à celles que les États-Unis pratiquent vis-à-vis de la Chine, vont de 17,4 % à 37,6 % selon les constructeurs et s'ajoutent à une taxe de 10 % déjà existante. Sauf si les constructeurs chinois baissent leurs prix pour vendre malgré tout, elles vont renchérir les prix de plusieurs milliers d'euros par véhicule pour les acheteurs. Elles ne toucheraient d'ailleurs pas que les constructeurs chinois mais tous ceux qui ont localisé leur production en Chine comme Tesla.

Ces taxes ne font cependant pas l'unanimité au sein des pays de l'UE. La France, l'Italie et l'Espagne défendent la décision mais l'Allemagne, dont la Chine est le troisième marché à l'exportation et qui craint des représailles sur les grosses cylindrées qu'elle y exporte, est réticente. Elle pourrait chercher à empêcher l'application définitive de ces taxes.

Dans cette guerre commerciale, les industriels chinois ont bien des cartes à jouer. Stellantis et le

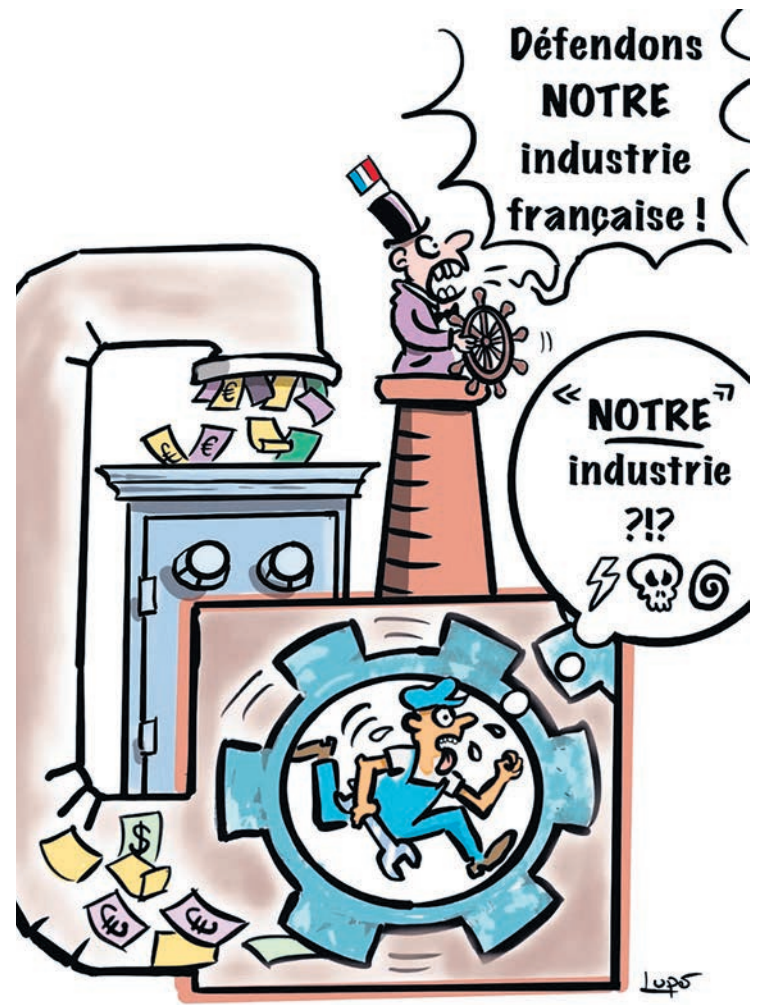
constructeur chinois Leapmotors se sont associés pour produire en Europe, dans les usines de Stellantis et pour son plus grand profit, les modèles de Leapmotors. BYD, un autre constructeur chinois, a annoncé le 8 juillet la signature d'un accord avec l'État turc pour ouvrir d'ici fin 2026 une usine produisant 150 000 véhicules par an près de la ville d'Izmir. BYD compte ainsi toucher non seulement le marché turc mais aussi le marché européen avec qui la Turquie a des accords de libre-échange. Cette annonce n'est pas isolée. Le même BYD avait déjà annoncé fin décembre l'implantation d'une usine en Hongrie et le chinois Chery a annoncé des investissements en Espagne dans une usine abandonnée par le japonais Nissan. Dans tous les cas, il s'agit de contourner les taxes pour mieux conquérir le marché européen.

L'argument de la sauvegarde des 12 millions d'emplois de la filière automobile européenne est mis en avant pour justifier les mesures protectionnistes. En réalité, celles-ci ne protègent que les profits des industriels nationaux. Rien que sur les dix dernières années,

l'industrie automobile en France a perdu 70 000 emplois. Et ce n'est pas la faute de la concurrence chinoise, mais celle de la rapacité des industriels qui assurent la reconversion de leurs usines

à l'électrique au détriment des travailleurs et de leurs emplois, tout en garantissant à leurs actionnaires des profits qui atteignent des records.

Serge Benham



QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Grandes fortunes : les parasites prolifèrent

Comme chaque année, le magazine *Challenges* publie son classement des 500 premières fortunes professionnelles de France, qui permet de lever un coin du voile sur la très grande bourgeoisie française.

Dans le top 10 du classement, on trouve essentiellement les grands groupes du luxe – LVMH, Hermès, Chanel, L'Oréal, Kering –, ainsi que le transporteur CMA-CGM, le groupe Mulliez, propriétaire notamment des enseignes de distribution Auchan, Leroy Merlin, Décathlon, l'avionneur Dassault, sans compter Xavier Niel et son empire dans les télécoms, ou Emmanuel Besnier,

patron du géant de l'agroalimentaire Lactalis. Si la richesse cumulée par les 500 plus grandes fortunes a encore augmenté cette année pour atteindre 1 200 milliards d'euros, plus de la moitié de celle-ci se trouve dans les coffres-forts des dix premiers.

Le magazine expose les stratégies de ces familles riches, comme Arnault, Dassault ou Hermès, pour

transmettre leur patrimoine à leurs enfants, qui, après avoir fréquenté les plus prestigieuses écoles, se retrouvent propulsés dans une branche du groupe familial. Pour ces héritiers, pas besoin de savoir rédiger un CV, d'envoyer des centaines de lettres de motivation ou de passer des entretiens d'embauche.

Ces fortunes indécentes s'étalent à longueur de pages dans le magazine, car ces très riches ne savent visiblement pas quoi faire d'autant d'argent. On peut ainsi voir des voitures de luxe à 3,8 millions d'euros, celles avec 440

diamants incrustés dans les phares, des annonces immobilières de châteaux et autres villas luxueuses, des bijoux d'exception avec des rubis, émeraudes, diamants roses ou bleus, vendus entre 3 et 65 millions d'euros lors d'enchères prestigieuses, des haras huppés et des pur-sang très coûteux.

Dans le système capitaliste de plus en plus pourrissant, l'activité de centaines de millions de personnes à l'échelle de la planète aboutit à entretenir le parasitisme d'une minorité d'ultra-riches, qui se sont donnés la peine de naître et rien de plus!

Camille Paglieri

Espérance de vie : selon que vous serez

Selon une note de l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) publiée le 18 juillet, les inégalités entre les différentes catégories sociales, (ouvriers ou cadres) ou selon le sexe, demeurent flagrantes.

Ainsi, les cadres hommes vivent en moyenne 5,3 années de plus que les ouvriers, soit 83,9 ans au lieu de 78,6. Cet écart est de 3,4 années pour les femmes de ces mêmes catégories, soit 88 ans au lieu de 84,6. La note montre une inégalité encore plus importante selon le niveau des études. Entre les hommes diplômés de l'enseignement supérieur et ceux sans diplôme, l'écart est de huit ans quand il est de 5,4 ans chez les femmes, diplômées ou non.

La période étudiée, 2020-2022, montre aussi une surmortalité par rapport à la

période précédente (2017-2019) et une espérance de vie diminuée. Face au Covid, ouvriers et ouvrières ont eu, en effet, plus de risques de développer une forme grave que les cadres.

À chaque attaque contre les retraites les gouvernements de gauche comme de droite invoquent sur tous les tons le fait que l'espérance de vie augmente. Cette étude est un rappel de la réalité. Non seulement il n'y a pas d'égalité devant la maladie mais les inégalités ne se réduisent pas. La cause en est évidemment les conditions de travail, auxquelles s'ajoute la dégradation accélérée du système de santé, qui frappe particulièrement les catégories les plus pauvres. Ce sont autant d'années d'espérance de vie que la bourgeoisie vole aux travailleurs.

Cédric Duval



À droite, le fils Arnault, propriétaire du grand domaine viticole Château-d'Yquem.



Lutte ouvrière à votre rencontre

Pendant tout l'été, les militants de Lutte ouvrière vont sillonner le pays pour aller à la rencontre de la population et discuter de la situation. La mise en place d'un nouveau gouvernement se fait attendre, les mêmes ministres d'un gouvernement haï par les travailleurs continuent à occuper leur place. Mais, quelle que soit la couleur politique du prochain, même si le RN anti-ouvrier n'en fera pas partie, les travailleurs n'auront rien à en attendre dans ce contexte de crise.

Seule la classe ouvrière, qui produit toutes les richesses du pays, pourra changer la société. Pour cela, elle a besoin d'un parti révolutionnaire.

Venez en discuter avec nos camarades !

Picardie – Somme

Judi 25 juillet : Amiens
Vendredi 26 juillet :
Beauvais
Samedi 27 juillet :
Abbeville

Saône-et-Loire

Judi 25 juillet : Autun
Vendredi 26 juillet :
Chalon-sur-Saône
Samedi 27 juillet : Cha-
lon-sur Saône

Loiret

Judi 25 juillet : Montargis
Vendredi 26 juillet :
Montargis
Samedi 28 juillet : Orléans

Bordeaux

Judi 25 juillet : Mérignac
Vendredi 26 juillet :
Bordeaux
Samedi 27 juillet :
Bordeaux

Loire – Drôme

Judi 25 juillet :
Montélimar
Vendredi 26 juillet :
Romans-sur-Isère
Samedi 27 juillet : Valence

Jura

Lundi 29 juillet : Dole
Mardi 30 juillet : Dole
Mercredi 31 juillet :
Lons-le-Saunier

Judi 1^{er} août :

Lons-le Saunier
Vendredi 2 août :
Louhans, Cuiseaux
Samedi 3 août :
Louhans, Cuiseaux

Aquitaine

Lundi 29 juillet : Lormont
Mardi 30 juillet :
Angoulême
Mercredi 31 juillet :
Lormont
Judi 1^{er} août : Libourne
Vendredi 2 août : Langon
Samedi 3 août : Libourne

Côtes-d'Armor

Lundi 29 juillet : Lamballe

Mardi 30 juillet : Paimpol

Mercredi 31 juillet :

Saint-Brieuc

Judi 1^{er} août : Lannion

Vendredi 2 août :

Guingamp

Samedi 3 août :

Saint-Brieuc

